

Un colon de ligne dure à la tête du combat d'Israël contre la CPI

Description

Par Maureen Clare Murphy, le 20 mai 2020



Ze'ev Elkin mènera l'initiative d'Israël pour d'écouter l'enquête pour crimes de guerre de la Cour Pénale Internationale. (Abir Sultan / Reuters)

Le ministre nouvellement nommé pour coordonner la réponse d'Israël à l'enquête judiciaire de la [Cour Pénale Internationale](#) est un colon qui avait recommandé la reprise totale du complexe de la mosquée al-Aqsa dans Jérusalem Est occupée.

[Ze'ev Elkin](#), du Likoud, parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, [remplacera](#) Yuval Steinitz à la tête du groupe de travail dont le but est de d'écouter l'enquête pour crimes de guerre par la CPI.

En 2012, Elkin [disait](#) que, sans reprise en main du complexe de la [mosquée al-Aqsa](#), appelé le Mont du Temple par les Juifs, « notre liberté nationale est incomplète » (traduit de l'hébreu par l'arabe [Tomer Persico](#)).

Une [érosion du statu quo](#) sur le site de la mosquée, où seuls les Musulmans sont autorisés à prier, mais que d'autres peuvent visiter, déclencherait vraisemblablement un nouvel épisode de violence.

Israël a [l'habitude](#) de détruire des sites arabes et musulmans de Jérusalem pour coloniser la ville et effacer son héritage islamique et son caractère arabe.

Le Mont du Temple sert à Elkin et à d'autres personnages du Likoud à « émettre de ralliement national » a écrit Persico en 2014, ajoutant que « la souveraineté sur le Mont devient un totem qui incarne la souveraineté sur le pays tout entier ».

Un nombre croissant de dirigeants israéliens plaident non seulement pour la prise en main du complexe de la mosquée al-Aqsa, mais aussi pour la [destruction](#) du Dôme du Rocher et de la mosquée al-Aqsa elle-même et pour leur remplacement par un temple juif.

Annexion

Le gouvernement israélien nouvellement formé, qui a nommé Elkin à son nouveau poste, [projette d'étendre](#) la souveraineté israélienne sur de larges pans de la Cisjordanie occupée dans les semaines qui viennent.

Le procureur général d  Isra  l a [mis en garde](#) Netanyahu, lui disant qu  une annexion serait indéfendable devant la CPI. La procureure générale de la CPI, Fatou Bensouda, a déjà condamné ce genre de démarches, avertissant que l   annexion unilatérale d   un territoire occupé par une puissance occupante    n   a aucune validité juridique   .

La construction de colonies par Israël et le transfert de sa population civile en Cisjordanie, en infraction flagrante envers le droit international, sera vraisemblablement la première cible de toute future enquête de la CPI. »

Cela ne me gêne pas d'être un colon. Je ne pense pas devoir m'en excuser devant quiconque », a dit Elkin en 2013. — Associated Press.

Malgré cette bravade, Elkin ainsi que d  autres responsables israéliens sentent le vent du boulet alors qu  une enquête se profile.

Lors de la premiÃ¨re rÃ©union du gouvernement israÃ©lien actuel, Netanyahu a dit qu'«il considÃ©rait la CPI comme Â« une menace stratÃ©gique pour IsraÃ©l Â» et qu'«il empÃªcher une enquÃªte Ã©tait l'une de ses principales prioritÃ©s.

https://twitter.com/btselem/status/1262322035742535681?ref_src=twsrc%5Etfw%7Ctwcamp%5Etwclaire-murphy%2Fhardline-settler-lead-israels-fight-against-icc

Le PM @netanyahu considÃ©re la Cour pÃ©nale internationale comme Â« une menace stratÃ©gique pour IsraÃ«l Â». Il a fait ces commentaires lors de la premiÃ©re rÃ©union du 35e gouvernement israÃ©lien, alors qu'??il a exposÃ© les grandes prioritÃ©s de son nouveau gouvernement. Le conseil de @btselem : moins de crimes de guerre ?? moins de raisons de sÃ©inquiÃ©ter
pic.twitter.com/WUZvv2UcEk

â?? Bâ??Tselem Ø"ØªØ³Ù?Ù?Ù x?x|x?x• (@btselem) 18 mai 2020

« C'est une menace stratégique pour l'Etat d'Israël pour les soldats de la FDI, pour les commandants, pour les ministres, pour le gouvernement, pour tout », a déclaré Netanyahu.

Nouvelle menace amÃ©ricaine

Le Secrétaire d'État américain [Mike Pompeo](#), récemment rentré d'une visite d'une journée en Israël, a lancé vendredi une [nouvelle menace](#) contre la CPI.

La déclaration de Pompeo fait référence à la [rue affirmation](#) de la compétence de la CPI sur la Cisjordanie et la Bande de Gaza, position rejetée par Israël et les Etats Unis, qui ne sont ni l'un ni l'autre parties à la Cour.

« La Cour Pénale Internationale est un organe politique, pas une institution judiciaire », a dit Pompeo, ajoutant que « si la CPI poursuit dans ce sens, nous en tirons des conséquences ».

En mars, Pompeo a [menacé](#) de sanctionner deux employés qui travaillent pour Bensouda, et leurs familles, alors que des responsables israéliens et américains se réunissaient pour élaborer une stratégie commune afin d'éviter des enquêtes qui pourraient aboutir à l'inculpation de

membres du personnel des deux pays.

Les menaces de Pompeo ont [été implicitement soutenues](#) par les membres du Congrès américain qui a demandé au secrétaire d'État d'empêcher la Cour d'enquêter sur de supposés crimes de guerre israéliens.

Une lettre appelant à un « vigoureux soutien d'Israël », signée par un regroupement bipartite de 69 sénateurs a [rédigée par l'AIPAC](#), le puissant lobby pro-Israël.

L'AIPAC a soutenu une lettre similaire de membres du Parlement, qui reprochait également à la CPI d'enquêter sur les crimes américains en Afghanistan.

Un examen préliminaire de cinq ans sur la situation en Palestine s'est [achevé en décembre](#) lorsque Bensouda a recommandé au tribunal d'ouvrir une enquête officielle. Mais elle a demandé qu'un panel de juges prenne préalablement une décision de compétence avant le début de l'enquête.

Cette décision est attendue dans les quelques prochains mois.

Maureen Clare Murphy est une rédactrice associée de The Electronic Intifada et elle vit à Chicago.

Traduction : J. Ch. pour l'Agence Média Palestine

Source : [The Electronic Intifada](#)

date créée
2020/05/21